



Lundi 15 avril 2024

« Escalade » au Moyen-Orient : la France et les États-Unis jouent les pompiers pyromanes

Samedi 13 avril au soir, l'État iranien a lancé une attaque aérienne contre l'État d'Israël, en réponse à l'attaque israélienne du 1^{er} avril qui avait rasé le consulat iranien en Syrie et fait 16 morts.

Les impérialistes à la rescousse de l'agresseur

Les armées française et britannique, qui ont gardé des bases dans la région, l'aviation américaine et même la défense jordanaïenne se sont coalisées pour défendre l'État d'Israël et ont pu intercepter 99 % des drones et missiles iraniens. L'opération n'a donc fait aucune victime. Et pour cause, l'Iran l'avait largement annoncée. Il s'agissait plus d'une réponse symbolique que d'une véritable contre-attaque.

Cela n'a pas empêché Macron de dénoncer Téhéran et son « attaque sans précédent qui menace de déstabiliser la région ». Mais qui sont les incendiaires ?

Pour protéger l'armée d'Israël coupable de génocide, les grandes puissances déploient tous les moyens. Mais pour la population de plus de 2 millions d'habitants de Gaza, assiégée, affamée, bombardée, privée de soins, seuls quelques colis humanitaires sont parachutés...

L'État d'Israël n'aurait pas les moyens de mener sa guerre aux Palestiniens sans le soutien des grandes puissances qui font la loi dans la région, à commencer par les États-Unis et la France. Le soutien à Israël est « inconditionnel » pour qu'il joue son rôle de gendarme au service de l'ordre impérialiste. Exactement comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, qui ont aussi fait allégeance aux États-Unis.

Contre les régimes d'oppression : unité des exploités !

Quant au régime iranien, c'est une dictature religieuse réactionnaire, en guerre contre son propre peuple. Il fait face à des manifestations de femmes contre le sexisme d'État, à des grèves d'ouvriers pour obtenir de quoi vivre et la liberté de

s'organiser, mouvements de la jeunesse contre le régime... Avec cette opération militaire, la dictature de Téhéran tente de redorer son blason à peu de frais. Ce régime qui opprime ses minorités nationales (arabe, kurde, baloutche, azéri, turkmène) n'est l'allié d'aucun peuple opprimé !

Néanmoins l'Iran réagit à une agression. C'est bien l'État d'Israël qui est à l'origine de cette nouvelle escalade qui menace d'embraser la région. Il est gouverné par l'extrême droite sioniste la plus raciste, avec le soutien d'intégristes ultra-réactionnaires. Sa politique de colonisation à Jérusalem et en Cisjordanie s'ajoute à l'apartheid contre les Arabes israéliens, et aux massacres en cours à Gaza.

Il n'y a pas de guerre de religion au Moyen-Orient. Mais la loi du plus fort, c'est-à-dire des grands groupes capitalistes américains ou européens, dont les accès aux marchés et aux matières premières sont soutenus par des moyens militaires, interventions directes ou des régimes alliés dictatoriaux, génocidaires ou intégristes. Les peuples de la région, quelle que soit leur origine ou leur religion, en payent le prix du sang.

Pour en finir avec les escalades militaires, pour arrêter le plus vite possible le massacre à Gaza, il faudra renverser la domination capitaliste.

Et que dès maintenant, partout dans le monde, les peuples s'en mêlent. Ici en France, à nous, travailleurs et travailleuses, de monter au créneau, de manifester pour dénoncer la sale guerre d'Israël et la complicité de l'État et des grands groupes capitalistes français appuyés par le gouvernement et par l'essentiel de son « opposition » d'extrême droite.

Exigeons que l'impérialisme français dégage du Moyen-Orient comme de tous les continents où il prétend gendarmier les peuples !

La direction forcée de faire marche arrière

Montage, Quai Sud, mercredi 3 avril, après 2 heures et demi de débrayage, les caristes ont gagné la suspension du projet de la direction. Elle voulait les faire rouler en marche arrière toute la séance. C'est dangereux et douloureux pour le cou... La direction le sait mais elle a quand même voulu faire des économies de temps et de personnel sur le dos des caristes. Les caristes, solidaires entre eux, l'ont envoyée balader.

Ok pour bouger... mais contre la direction !

Des salariés mutés de force au Montage sont revenus aux Packs, Peinture et Ferrage, pas par gentillesse mais parce que la direction en avait besoin temporairement.

Le passage en 2 équipes de 30 véhicules/heure va entraîner à nouveau des déplacements. Pour ne pas finir nomades polyvalents à faire l'aller-retour entre différents secteurs, ne restons pas seuls avec nos problèmes et unissons-nous contre ces attaques collectives.

On ne va pas laisser se trimbaler n'importe où

Les salariés de PSA Poissy envoyés temporairement en mission sur d'autres sites ont reçu un ultimatum par courrier, daté du 8 avril. Ils avaient moins de 3 jours pour dire s'il voulait devenir camionneur, être mutés définitivement, ou revenir à PSA Poissy pour « un poste disponible ». Le poste disponible c'est un travail à la chaîne au Montage à la place d'un intérimaire viré. Ce courrier est un coup de pression en forme de chantage, la seule réponse possible : c'est un coup de colère.

La direction sourde se met à bégayer

Après les réunions collectives imposées, la direction convoque maintenant, un par un, en entretien obligatoire, les salariés pour qu'ils deviennent camionneurs.

On sait ce qu'on veut faire, et si on veut des infos on sait où les trouver. Pas besoin qu'elle nous soûle avec ses obsessions.

Bon vent et bonne route !

Le directeur de l'usine fait de la pub pour devenir camionneur : une belle aventure, une vie nouvelle... bien payé en plus !

Camionneur c'est sûrement moins bien payé que directeur de site, c'est peut-être pour ça qu'il ne s'est pas précipité pour faire la formation. S'il veut faire baisser ce qu'il appelle le « sureffectif », il n'a qu'à faire un effort et donner l'exemple en partant comme camionneur. On verra aussi comment il se débrouille.

Bon ou pas bon : elle en veut toujours plus

À une réunion, la direction s'est félicitée des bons résultats de l'Emboutissage, elle a donc annoncé... une nouvelle baisse des effectifs, notamment en augmentant la polyvalence et en installant des robots. La forte rentabilité et les volumes de production ne garantissent pas le maintien des postes. C'est la combativité des salariés contre le patron qui protège nos emplois.

Enfermés dedans puis... enfermés dehors

La direction veut fermer définitivement l'usine de PSA Douvrin dans le Nord fin 2025. Elle aurait pu au moins permettre aux salariés de partir facilement, en plan senior ou vers d'autres entreprises avec un chèque... même pas ! Les salariés sont contraints de rester à Douvrin tant que la direction en a besoin. Tant que t'es pas viré, on t'esquinte jusqu'au bout !

Que ce soit à PSA Douvrin ou PSA Poissy, il faudra se battre ensemble pour conserver un site, un salaire et un emploi... La direction se croit maître du temps des usines et de l'avenir des ouvriers. Contre la fermeture, et même pour des conditions de départ, il faudra lui montrer que c'est nous qui décidons.

PSA Hordain (Sevelnord) dans le viseur

La semaine dernière, les médias ont évoqué le possible transfert d'une partie de la production d'utilitaires K0 de PSA Hordain (1 700 CDI et 800 intérimaires actuellement) vers Stellantis-Tofas en Turquie, et donc des menaces sur des centaines d'emplois. Difficile de savoir ce que manigance la direction. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut absolument pas lui faire confiance.

Fiat Mirafiori ne veut pas finir à la casse

Vendredi 12 avril, 12 000 personnes (des salariés grévistes de Fiat-Mirafiori, des sous-traitants, des soutiens...) ont manifesté dans les rues de Turin pour dénoncer les menaces contre l'emploi sur l'usine. Deux jours avant, Tavares est venu faire des promesses qui n'ont pas convaincu. Les salariés voient bien qu'avec beaucoup de chômage depuis le début 2024 et seulement 78 000 voitures produites en 2023, le PDG organise une casse des effectifs. Pour les salariés cette manifestation était une étape pour continuer à se défendre.

Le NPA-Révolutionnaires sera candidat aux élections européennes de juin 2024.
Contre les patrons, contre l'extrême-droite, pour un parti qui organise et défend les travailleurs !